

BOUCHES-DU-RHÔNE

Subventions : le monde associatif tire la sonnette d'alarme

LE SECTEUR SUBIT DE PLEIN FOUET LES EFFETS DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES LIÉES À UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DIFFICILE. HIER, DES RASSEMBLEMENTS ONT ÉTÉ ORGANISÉS DANS LE PAYS, À L'INITIATIVE DU MOUVEMENT ASSOCIATIF, COMME À MARSEILLE.

🕒 2 min • Laurent BLANCHARD, lblanchard@laprovence.com



Un rassemblement a eu lieu hier sur le Vieux-Port.

Elles sont le ciment de notre société et pourtant, les voici de plus en plus fragilisées. Les associations poussent un cri d'alarme. Avec 41 % de baisse de subventions émanant des financeurs publics (État, Régions, Départements, métropoles, communes...), eux-mêmes contraints à de draconiennes économies, c'est tout le tissu associatif qui est en train d'être peu à peu détricoté depuis une quinzaine d'années.

Hier, des rassemblements ont eu lieu partout en France, à l'initiative du Mouvement associatif, afin d'attirer l'attention sur notre situation et faire savoir

à l'ensemble des acteurs économiques et politiques que nous avons un rôle important pour ne pas dire primordial", a rappelé Yannick Gallien, le président de l'antenne régionale, sur le Vieux-Port de Marseille où a été organisée l'une des opérations du genre en Provence. "Qui n'a pas fait appel ou qui n'a pas encore besoin d'une association dans sa vie, à tous les niveaux, que ce soit notamment dans le domaine du sport, de la culture, de l'insertion, des crèches ou des maisons de retraite ?, interpelle ce dernier. Certes, le contexte économique n'est pas simple, mais il ne faut pas que celui-ci conduise à ignorer ce qui permet au pays de trouver un certain apaisement ou un équilibre sociétal. Nous ne sommes pas une simple variable d'ajustement."

Alors, comme à Marseille, mais aussi à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) ou à Gap (Hautes-Alpes) notamment, de nombreux représentants de ce monde associatif se mobilisent avec ce slogan suffisamment évocateur : *"Ça ne tient plus !" "On est là pour dire qu'on existe, pas pour mendier de l'argent public mais simplement avoir les financements nécessaires aux actions d'utilité sociale et d'intérêt général que nous menons",* précisait encore Yannick Gallien qui, comme l'ensemble des personnes concernées, espère *"avoir une écoute la plus objective possible pour éviter d'enfermer dans une case le monde associatif qui, parfois, est perçu simplement comme un consommateur d'argent public, alors que ces financements, au contraire, servent, par exemple, à mettre en place des politiques d'insertion, à apaiser des situations compliquées dans certains quartiers, à faire fonctionner une crèche ou des clubs sportifs."*

S'il ne peut globalement pas vivre sans bénévoles, l'ensemble des activités dépendant de ce secteur génère également, dans les associations à objet économique (centres de loisirs, villages de vacances, centres sociaux, maisons de retraite...), environ 10 % de l'emploi dans notre région.